war. Dieser Unterschied konnte aber auf die prinzipielle Anwendbarkeit der genannten Bestimmung keinen Einfluß ausüben. Die Tatsache allein, daß das Betreibungsamt eine solche Ablieferung faktisch nicht vornahm, weil es in Basel mit dem Konkursamt identisch ist, kann selbstverständlich weder die Rechte der Pfändungsgläubiger schmälern, noch diejenigen der andern Hypothekargläubiger über ihre gesetzlich gezogenen Schranken hinaus ausdehnen; es muß vielmehr das Konkursamt nun bei der Zuteilung des Erlöses aus dem Grundpfand an die Kantonbank auf das Vorhandensein des zweiten, des Faustpfandes, gemäß Art. 219 Abs. 2 zit. Rücksicht nehmen und erst nachdem das Verhältnis der auf beide Pfänder entfallenden Betreffnisse festgestellt sein wird, kann hernach das Betreibungsamt auch bestimmen, wie hoch sich das auf sie entfallende Betreffnis ihrer Pfändungen stellt. Mit anderen Worten: es muß, wie die Rekurrenten eventuell verlangt haben, mit der Verteilung solange zugewartet werden, bis das Konkursamt festgestellt haben wird, inwieweit das Faustpfand neben dem Grundpfand im Konkurs in Anspruch genommen werden muß.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer
erkannt:

Der Rekurs wird unter Aufhebung des Vorentscheides im Sinne der Erwägungen begründet erklärt.

98. Arrêt du 12 juillet 1909 dans la cause Schneider et Guex.

Art. 50 du tarif des frais: Destination des honoraires spéciaux à allouer à l'administration de la faillite. — Incompétence des autorités de surveillance de statuer au sujet des honoraires dus au commissaire du concordat et du Tribunal fédéral d'infliger des peines disciplinaires.

A. — En date du 30 mars 1909 les recourants, Fritz Schneider et Albert Guex, installateurs, domiciliés à La Chaux-de-Fonds, ont saisi l'autorité inférieure de surveillance d'une plainte en rectification de la liste de frais établie par

l'office des faillites de La Chaux-de-Fonds comme administration de la faillite Ramseyer, Schneider & C^{ie}. La conclusion principale de cette plainte tendait à faire retrancher purement et simplement le poste de 200 fr. représentant les frais extraordinaires.

B. — Le Président du tribunal de La Chaux-de-Fonds, agissant en sa qualité d'autorité inférieure de surveillance, déclara d'abord la plainte irrecevable; puis, en exécution de la décision de l'autorité cantonale de surveillance du 13 mai 1909, à laquelle Schneider et Guex avaient recouru, il réduisit à 150 fr. le montant des honoraires non tarifés dus à l'office pour l'administration de la faillite en question. Siégeant en outre comme autorité compétente en matière de concordat, le Président du tribunal de La Chaux-de-Fonds a fixé à 50 fr. les honoraires dus au même office pour ses fonctions de commissaire du concordat par lequel s'est terminé la faillite.

C. — Les plaignants déférèrent de nouveau le cas à l'autorité cantonale de surveillance, en reprenant leurs conclusions antérieures.

A défaut de compétence, l'office cantonal n'entra pas en matière sur le recours, en tant que dirigé contre la fixation des honoraires dus au préposé pour ses vacations dans le concordat. Quant aux honoraires extraordinaires dus à l'office de La Chaux-de-Fonds pour l'administration de la faillite Ramseyer, Schneider & C^{ie}, l'autorité cantonale de surveillance estime, en principe, vu les termes du texte allemand de l'art. 50 du tarif, que les honoraires prévus par cet article sont destinés à compléter, s'il y a lieu, les émoluments fixés par le tarif, émoluments souvent manifestement insuffisants pour assurer à l'administration de la faillite la rétribution équitable de son activité. En l'espèce, l'autorité cantonale prononça néanmoins la réduction à 100 fr. des honoraires alloués par l'autorité inférieure de surveillance, en partant des considérations suivantes:

« Si l'on envisage toutefois que la faillite [Ramseyer, Schneider & C^{ie} ne paraît pas avoir donné lieu à des difficultés particulières, que le montant des émoluments tari-

» fés dus à l'administration s'élève à fr. 121.65, on ne peut
 » se défendre de l'impression qu'en allouant des honoraires
 » supérieurs à ces émoluments, l'autorité inférieure de sur-
 » veillance a peut-être un peu dépassé la mesure et qu'une
 » somme de 100 fr. paraît équitable et suffisante. »

D. — C'est contre ce prononcé que Schneider et Guex ont
 recouru en temps utile au Tribunal fédéral, en concluant à
 ce qu'il soit déclaré que l'administration de la faillite en
 question n'a pas droit à des honoraires extraordinaires et que
 les dispositions de l'art. 56 du tarif (concordat) ne sont pas
 applicables en l'espèce. Les recourants demandent en outre
 que l'administrateur de la faillite soit condamné à présenter
 ses comptes de liquidation dans un délai déterminé et à resti-
 tuer le montant des honoraires extraordinaires déjà touchés
 par lui et qu'il lui soit infligé une des peines disciplinaires
 prévues par l'art. 14 LP.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1. — L'autorité cantonale de surveillance déclare expres-
 sément avoir alloué, en application de l'art. 50 du tarif des
 frais, la somme de 100 fr. à l'office des faillites de La Chaux-
 de-Fonds, non pas pour des démarches et travaux pour les-
 quels le tarif ne fixe pas d'émoluments, mais au contraire
 dans le but de mieux rémunérer les vacations prévues par
 le tarif et relevées dans la liste des frais, les émoluments du
 tarif étant manifestement trop bas. C'est ainsi que l'office
 cantonal n'a pas pris connaissance du dossier de la faillite
 avant de rendre sa décision, mais qu'il a statué simplement
 sur la base de la liste de frais établie par le préposé.

2. — Cette manière de voir ne tient pas debout en droit
 et n'est compatible ni avec le but, ni avec le sens de l'art. 50
 du tarif des frais.

Il ressort en effet avec évidence du principe général con-
 signé à l'art. 1^{er} du tarif que les honoraires spéciaux à allouer
 aux préposés aux offices de faillite et dont le montant doit
 être fixé dans chaque cas par les autorités de surveillance ne
 sauraient être considérés comme une *rémunération supplé-
 mentaire* pour les *vacations prévues au tarif*, mais que ces

honoraires sont au contraire destinés uniquement à fournir un
dédommagement pour d'autres démarches et travaux, c'est-à-
 dire pour des vacations que le tarif des frais ne pouvait pas
 prévoir, mais qui ne s'en présentent pas moins dans la plu-
 part des faillites.

C'est aussi la seule conclusion à laquelle le texte de l'art. 50
 permette logiquement d'aboutir. Il importe d'établir à cet
 égard que le texte français de l'art. 50 n'est pas en contra-
 diction avec le texte allemand, mais qu'il ne fait que l'élu-
 cider.

Si le texte allemand avait vraiment le sens que lui prête
 l'autorité cantonale, il en résulterait que le tarif ne contien-
 drait plus aucune prescription valable au sujet des vacations
 des préposés aux faillites et de leur rémunération et que la
 fixation de ces émoluments serait abandonnée *en entier* au
 libre arbitre des autorités cantonales de surveillance.

Il y aurait lieu en outre de se demander pour quels motifs
 une pareille rémunération supplémentaire aurait été accordée
 par le législateur seulement aux préposés aux faillites et non
 pas aussi aux préposés aux poursuites.

3. — La décision incriminée doit par conséquent être an-
 nulée et l'autorité cantonale de surveillance invitée à se faire
 soumettre le dossier de la faillite et à examiner, sur la base
 de ce dossier et d'un rapport du préposé, si et éventuelle-
 ment à quelles vacations, non prévues au tarif des frais et
 dont il n'a pas déjà été tenu compte dans la liste des frais par
 un émolument tarifé, le préposé a procédé en l'espèce. D'après
 le résultat de cet examen il y aura lieu, pour l'autorité canto-
 nale, de statuer à nouveau sur la demande du préposé.

4. — Quant aux honoraires à allouer au préposé en sa qua-
 lité de commissaire du concordat les autorités de surveillance
 en matière de poursuite pour dettes et de faillite ne sont en
 effet pas compétentes pour revoir la décision du Président
 du tribunal de La Chaux-de-Fonds, puisque la détermination
 de ces honoraires rentre dans la seule compétence des auto-
 rités à qui incombe la nomination du commissaire, soit des
 autorités chargées de statuer en général en matière de con-

cordat. La décision dont est recours doit par conséquent être confirmée sur ce point.

5. — Il ne peut enfin être entré en matière sur les conclusions des recourants tendant à ce qu'une peine disciplinaire soit infligée au préposé, puisqu'il s'agit là d'une mesure que le législateur a réservée exclusivement aux autorités cantonales.

Par ces motifs,

La Chambre des Poursuites et des Faillites
prononce :

Le recours est admis en ce sens que la décision incriminée est annulée et la cause renvoyée à l'autorité cantonale de surveillance, afin qu'elle examine, au vu du dossier de la faillite et d'un rapport du préposé, si et éventuellement à quelles vacations non prévues au tarif des frais le préposé a procédé en l'espèce, et qu'elle statue à nouveau sur cette base.

La décision dont est recours est par contre confirmée en ce qui concerne les honoraires dus au préposé pour ses vacations dans le concordat et il n'est pas entré en matière sur la conclusion tendant à lui infliger une peine disciplinaire.

99. **Entscheid vom 11. September 1909 in Sachen Scheniza.**

Art. 97 und 275 SchKG: Absolute Notwendigkeit der Schätzung der gepfändeten bzw. verarrestierten Objekte durch den Betreibungsbeamten und bezügliches Verfahren.

A. — Dem Rekurrenten Philipp Scheniza, Liegenschaftsagenten in Zürich V, wurde zur Sicherstellung einer Alimentationsforderung seiner Ehefrau Marie Scheniza in Basel im Betrag von 36,000 Fr. vom Betreibungsamt Zürich V sein ganzes in Zürich gelegenes Vermögen verarrestiert. Die Wertpapiere und Guthaben des Arrestschuldners wurden vom Betreibungsamt nicht bewertet, da es erklärte, daß es ihm an jeder Grundlage zu einer Schätzung fehle.

B. — Hierüber beschwerte sich Scheniza und verlangte, daß das Betreibungsamt verpflichtet werde, auch diese Arrestgegenstände einer Schätzung zu unterwerfen. Zur Begründung dieses Begehrens machte er geltend, daß diese Vermögensobjekte einen großen Wert repräsentieren und für sich allein zur Deckung der Arrestforderung ausreichen würden, sodaß ein Teil der mit Arrest belegten Objekte freigegeben werden könnte.

C. — Beide kantonalen Instanzen wiesen die Beschwerde als unbegründet ab, nachdem das Betreibungsamt inzwischen den Schuldbrief von 35,000 Fr. auf Liegenschaften in Zürich IV mit 5000 Fr. eingeschätzt hatte. Was dagegen die verarrestierten Aktien und Guthaben des Arrestschuldners anbetrifft, so bezeichneten die Vorinstanzen eine auch nur ungefähr richtige Schätzung derselben in Übereinstimmung mit dem Betreibungsamt als unmöglich.

D. — Den Entscheid der kantonalen Aufsichtsbehörde hat der Rekurrent unter Erneuerung seines Begehrens rechtzeitig ans Bundesgericht weitergezogen, indem er ausführt, jedes Aktivum unterliege im Pfändungs- und Arrestvollzugsverfahren einer Bewertung, gleichviel ob sie mit Schwierigkeiten verbunden sei oder nicht. Sollte eine Schätzung tatsächlich doch unmöglich sein, so wäre die notwendige Konsequenz die, daß das betreffende Objekt freigegeben werden müßte.

Die Rekursgegnerin bestreitet in ihrer Rekursbeantwortung, daß dies für die verarrestierten Aktien zutrefte. Diese Titel seien nicht absolute « non valeurs »; sie habe immer zugegeben, daß ihr Wert per Stück etwa 50 Fr. betrage.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer zieht
in Erwägung:

1. — Es handelt sich hier um die Frage, ob das Betreibungsamt der ihm durch Art. 97 und 275 SchKG auferlegten Pflicht, die gepfändeten bzw. verarrestierten Objekte zu schätzen, dadurch nachgekommen sei, daß es erklärt, es sei ihm, soweit die Aktien und die Guthaben des Arrestschuldners in Betracht kommen, eine solche Schätzung tatsächlich nicht möglich.

Bei der Beantwortung dieser Frage ist allgemein davon auszugehen, daß die Schätzung vom Betreibungsgesetz als notwen-